

Comment le Burundi s'est enfoncé tout seul dans une crise économique profonde

La Libre Afrique, 30 mai 2022. Le Burundi compte sur la reprise de l'appui budgétaire européen pour se refaire une âme. Il n'a plus un grain de sucre dans le pays. Ou alors à un prix défiant tout entendement, explique Nelly K., habitante de Bujumbura. Il n'a pratiquement plus d'essence et de transport dans la ville. Tout est devenu très compliqué. De vivre aujourd'hui au Burundi, continue cette femme, qui se dit «fière» que ses enfants soient en Belgique. Voir ce que devient leur pays.

Et cette crise n'est pas la situation en Ukraine, tout a commencé bien avant, il y a un an, en mai 2021. Autre habitant de la capitale économique. À cette époque, le président Variste Ndayishimiye a décidé de fermer les mines. En cause, les contrats miniers que le successeur de Pierre Nkurunziza trouvait trop défavorables pour les caisses de son pays. Du coup, plus un dollar du secteur minier dans l'escarcelle de l'État. Et le constat est toujours le même aujourd'hui. Le business n'a pas repris et il faut attendre de futurs procès devant les juridictions internationales. Procès que le pays va perdre pour non-respect des contrats, ce qui va encore aggraver la situation du pays, poursuit un observateur attentif de la vie burundaise.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Comme si ça ne suffisait pas, l'État burundais doit aussi faire face à une baisse importante de ses rentrées de devise suite de l'effritement constant et soutenu depuis quinze ans du secteur de production du café et du thé. En cause, la marge qui ne cesse de faiblir pour les petits producteurs qui ont préféré se tourner vers d'autres cultures plus rentables. Deuxième coup dur pour les caisses de l'État qui, vu son manque de liquidité, ne parvient plus désormais à acheter le pétrole qui arrive au port tanzanien de Dar es-Salam. Pénurie d'essence et soucis en cascade. Conséquence logique de la pénurie d'essence et donc un parc automobile qui tourne au ralenti mais aussi toute l'activité économique dans un pays où la fourniture d'électricité est erratique et les groupes électrogènes, qui fonctionnent à l'essence, incontestablement le plus cher. Le prix de l'essence a augmenté de 30 % depuis le début de l'année. Certains chauffeurs de taxi doivent passer trois jours [à attendre] pour faire un plein d'essence. Face à ce souci, le régime de la débrouille et l'urgence noire se sont développés, très rentables pour certains. Le prix officiel d'un litre de diesel est de 3 650 francs burundais (1,10 euro). Au marché noir, le litre peut atteindre 9 000 à 15 000 francs. Une fois de plus, l'État perd de l'argent à l'aventure car, évidemment, aucune taxe sur ce business au noir, donc aucune rentrée pour l'État. Interdiction des véhicules. Face à cette donne économique, les mouvements d'opposition ont eu tendance à connaître une certaine popularité, même si rien n'est apparent au Burundi. Le 21 mars, le gouvernement a décidé d'interdire du jour au lendemain tous les petits moyens de circulation (vélotaxis, mototaxis et tchuk-tchuks). Au moins 22 000 personnes qui vivent de ce secteur ont été privées de rentrées. On estime que cela a aussi perturbé plus de 220 000 personnes : travailleurs et coliers qui les utilisent chaque jour, commente un observateur, qui poursuit : «Et comme les transports publics sont souvent à sec, ces gens doivent marcher. Chaque jour, au petit matin et en soirée, ce sont de vrais exodes de personnes qui se dessinent à Bujumbura.» Les autorités ont atteint en partie leur objectif. Nombre de ces petits artisans des transports ont déserté la ville pour rentrer dans leur village, assurant ainsi que les éventuelles contestations à l'égard de l'Union européenne et du Vatican. Face à cette catastrophe économique, le pouvoir burundais conserve le sourire. L'annonce, le 8 février dernier, de la levée des sanctions européennes ouvre la perspective d'une reprise de l'appui budgétaire suspendu depuis 2015. Les autorités tentent de se convaincre que l'argent va couler à flots. Le projet de budget, qui court de juillet 2022 à juin 2023, n'a toujours pas été déposé au Parlement parce qu'ils attendent qu'ils vont pouvoir inscrire en provenance de l'UE, explique un observateur. Lors de la première réunion entre les ambassadeurs européens, c'était l'euphorie ici. Les ambassadeurs ont tenté d'expliquer que l'argent va arriver, que les projets devaient encore être définis et les conditionnalités discutées, rien n'est garanti. Dans des cas, l'argent pourrait arriver en début 2024, mais rien n'est garanti, sauf que cela n'arrivera jamais plus vite, explique un spécialiste de l'UE. Le Burundi se dirige donc vers des lendemains qui déchantent. Le premier rendez-vous avec ces déceptions coïncidera avec le début du budget de l'État qui, jusqu'en 2015, dépendait à 55 % et plus de l'aide internationale. Pour 2023, le Burundi, pays très majoritairement catholique, devra se contenter de l'annonce, faite la semaine dernière, de la venue du Pape et du lancement de la construction d'une basilique sur la colline sacrée de Mugera, la Lourdes burundaise. Hubert Leclercq

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});